Décision : MERC07-00089

Numéro de référence : Q06-02302-1

Date de la décision : Le 7 mai 2007

Objet : MODIFICATION À LA CONFORMITÉ

Endroit : Montréal

Date de l'audience : Le 2 mai 2007

Présents : Gilles Tremblay
Commissaire

Jean-Denis Pelletier, ing.
Commissaire

Personnes visées :

7-Q-30035C-458-P

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2M 2V1

- Agissant de sa propre initiative -

LEMRO INC.
3000, boulevard Industriel
C. P. 400
Matagami (Québec)
JOY 2A0

- Intimée -

Procureur de la Commission : M Luc Loiselle

LA PROCÉDURE

La Commission est saisie d'une demande afin d'analyser le dossier de LEMRO INC. et, le cas échéant, de radier cette entreprise de la liste des intermédiaires en transport.

Le 8 mars 2007, la Direction des services juridiques et secrétariat de la Commission transmet à LEMRO INC. un « Avis d'intention et de convocation » (avis) qui fait état des reproches qui lui sont adressés. Différents documents relatifs aux reproches adressés à cette personne étaient joints à l'avis.

LEMRO INC. a pris possession de l'avis le 16 mars 2007. Elle était absente à l'audience et elle n'a fait parvenir aucune observation.

LE DROIT APPLICABLE

Ce dossier est examiné en vertu de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds chemins*¹ (LPECVL). Cette loi établit des règles particulières dans le but d'accroître la sécurité des usagers sur les chemins ouverts à la circulation publique et de préserver l'intégrité de ces chemins².

L'article 16.2 de la LPECVL prévoit que la Commission peut radier l'inscription d'un intermédiaire en services de transport lorsqu'elle lui a attribué une cote de sécurité « insatisfaisant » comme propriétaire ou exploitant de véhicule lourd.

LES FAITS ET L'ANALYSE DE LA COMMISSION

Bien que la Commission analyse et apprécie l'ensemble de la preuve qui lui est soumise, elle ne mentionnera que les faits nécessaires à sa prise de décision.

¹ L.R.Q., chapitre P-30.3.

² LPECVL, article 1.

1. Le 26 juillet 2006, la Commission attribue la cote de sécurité « insatisfaisant » à LEMRO INC.³ Dans sa décision, la Commission constate que cette entreprise n'entend plus être propriétaire de véhicules lourds ni en exploiter d'autres.
2. LEMRO INC. est également inscrite à la liste des intermédiaires depuis le 5 mai 1999. Elle a par ailleurs renouvelé son inscription le 6 novembre 2006.
3. Le Service de l'inspection de la Commission n'a pas produit de rapport dans ce dossier.

La Commission ne donnera pas suite à l'avis d'intention. En effet, le fait que LEMRO INC. se soit vu attribuer une cote de sécurité avec la mention « insatisfaisant » n'entraîne pas automatiquement son retrait de la liste des intermédiaires, puisque le législateur utilise le terme « peut » à l'article 16.2 de la LPECVL. Par conséquent, la Commission doit prendre en considération d'autres facteurs dans l'analyse de ce dossier, d'autant plus que les services rendus par un intermédiaire de même que ses obligations diffèrent de ceux d'un propriétaire et exploitant d'un véhicule lourd.

Dans un premier temps, la Commission doit donc examiner le respect des obligations propres aux activités d'un intermédiaire, par exemple la véracité des renseignements qu'il fournit à l'exploitant sur la nature de la marchandise et la masse transportée. Dans un deuxième temps, la Commission doit s'assurer que l'activité d'intermédiaire ne sert pas de moyen pour contourner la LPECVL, par exemple un exploitant qui a une cote de sécurité de niveau « insatisfaisant » et qui effectue du transport sous le couvert de son inscription à la liste des intermédiaires.

Or, dans ce dossier, l'avis d'intention n'adresse aucun reproche à LEMRO INC. sur l'un ou l'autre de ces éléments. Plus encore, il n'y a aucune preuve et la Commission ne dispose d'aucun renseignement sur ces éléments.

³ Décision MCRC06-00136.

No de décision : MRC07-00089

Page : 3

POUR CES MOTIFS, la Commission :

FERME le dossier.

**Gilles Tremblay
Commissaire**

**Jean-Denis Pelletier, ing.
Commissaire**